

**Manifestations du 28 avril :
où est réellement la violence ?**

La manifestation du jeudi 28 avril contre la loi travail, poursuivant le mouvement débuté depuis le 9 mars, a démontré la détermination des étudiant-e-s, salarié-e-s, lycéen-n-e-s à refuser la loi travail. Cependant, cette journée bien que réussie avec plus de 500 000 personnes dans toutes les rues de France, s'est caractérisée par des violences policières inouïes.

A Rennes : une cinquantaine de blessé-e-s, dont dix très brièvement. Un camarade s'est fait percuter par un camion de police et est dans un état grave. Un autre a perdu un oeil.

A Marseille : des tirs tendus de grenade ont atteint le camion de l'union syndicale Solidaires, un camarade de Sud Collectivités Territoriales est actuellement à l'hôpital à cause d'un tir de flashball reçu dans la gorge; un lycéen atteint à côté de l'oeil;

A Paris, un militant Sud rail et un enseignant de Paris 8 syndiqué à la CGT ont été frappés à la tête, puis placés en garde à vue;

A celles et ceux qui prétexteront que les violences policières se justifient par la violence des manifestant-e-s, nous répondons qu'il ne faut pas se tromper d'ennemi. Ce sont bel et bien les policiers et CRS qui matraquent, gazent jusqu'à la nausée, envoient des grenades de dispersion à nos pieds.

Qu'importe ce que chacun-e pense de l'efficacité des méthodes, qu'on les approuve ou non. Les dernières manifestations ont montré que les forces de l'ordre n'avaient pas besoin de "provocations" pour faire preuve de violence.

A celles et ceux qui ne s'insurgent que des blessés côté police, nous répondons que l'intégrité physique d'un policier ne vaut pas plus que celle d'un-e manifestant-e ; que c'est la violence de la répression et du dispositif policier qui entraînent ces violences.

C'est pourquoi nous demandons **l'arrêt immédiat de l'usage des flashballs ou autres Lanceur de Balles de Défenses et des grenades de dispersion de la part des forces de police**. Elles ont fait bien trop de victimes.

Dans une semaine, cela fera deux mois que nous nous battons contre ce projet de loi. Il est temps de le retirer. Les violences et l'intimidation du gouvernement ne font qu'augmenter notre rage et notre détermination.

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org